

Tribune

La prise de position d'Emmanuel Macron sur la mort de Maurice Audin : « Cette déclaration laissera une trace ineffaçable »

vendredi 14 septembre 2018, par [STORA Benjamin](#) (Date de rédaction antérieure : 13 septembre 2018).

Pour le spécialiste de la guerre d'Algérie, la lettre d'Emmanuel Macron peut être comparée au discours de Jacques Chirac sur le Vél d'Hiv.

Sommaire

- [Aller vers plus de vérités](#)
- [Sortir de l'effacement](#)

Le président de la République, Emmanuel Macron, vient de déclarer que le mathématicien Maurice Audin, militant communiste en Algérie qui avait disparu en juin 1957, a été enlevé, séquestré, torturé, puis exécuté. Il a expliqué que cet acte avait été rendu possible par l'existence d'un système légalement institué : « Le système arrestation-détention, mis en place à la faveur des pouvoirs spéciaux qui avaient été confiés par voie légale aux forces armées à cette période. »

La reconnaissance de l'enlèvement et de l'assassinat de Maurice Audin par le plus haut responsable de l'Etat a été le combat, toute une vie durant, du grand historien Pierre Vidal-Naquet. Je pense à lui dans ce moment si particulier, ainsi qu'à la femme de Maurice Audin, Josette, à ses enfants ; aux animateurs du Comité Audin, comme Gérard Tronel ou François Nadiras. Et aussi aux milliers de militants, communistes, démocrates, socialistes ; aux journaux et aux revues qui n'ont cessé d'interroger les autorités politiques et de faire reconnaître cette disparition (*Le Monde*, *L'Humanité*, *L'Obs*, *Esprit*, *Les Temps modernes*). L'affaire Audin a été le marqueur essentiel de toute une génération entrée en politique pendant la guerre d'Algérie.

Aller vers plus de vérités

Arrivons-nous, enfin, à sortir de l'amnésie, à propos de cette guerre longtemps jamais nommée ? Dans mon livre *La Gangrène et l'oubli*, publié en 1991 (La Découverte), j'avais tenté de montrer comment ce conflit ne se finissait pas, dans les têtes et dans les cœurs, parce que, de part et d'autre de la Méditerranée, il n'avait pas été suffisamment nommé, montré, assumé dans et par une mémoire collective. Et en quoi la reconnaissance des crimes et pratiques commis pendant la guerre d'Algérie était une condition essentielle pour aller vers une mémoire plus apaisée.

On sait que vivre dans le déni d'une tragédie expose toujours à des retours de mémoires dangereuses, cruelles. Et il s'est tissé autour du divorce franco-algérien, le plus tragique de l'époque de la décolonisation, des refoulements, des volontés d'oubli, causes d'innombrables malentendus qui

persistent encore. Il faut donc aller vers plus de vérités. Des pas ont été accomplis, comme le vote à l'Assemblée nationale en 1999, de la reconnaissance d'une « guerre » qui avait eu lieu en Algérie. Ou la reconnaissance, en 2005, sous la présidence de Jacques Chirac, des massacres commis à Sétif et Guelma en 1945. Aussi le discours prononcé par François Hollande en décembre 2012 sur la « férocité » du système colonial.

Cette déclaration d'Emmanuel Macron s'inscrit, à mon avis, dans la grande tradition des décisions de reconnaissance historique (comme, dans un autre registre et une autre proportion, le discours de Jacques Chirac sur le Vel' d'Hiv). Elle va plus loin que les prises de position des précédents chefs d'Etat, et marque un seuil sur lequel il sera bien difficile de revenir. Car la déclaration d'aujourd'hui sur l'affaire Audin nous parle d'un système établi à la faveur des « pouvoirs spéciaux », qui a limité la liberté d'expression, entravé les droits individuels, légitimé des centres de rétention administrative, mis en place des « zones interdites » où l'on pouvait tirer sans sommation sur un civil aperçu... Ce vote de mars 1956 par les députés de la gauche de l'époque a envoyé tous les jeunes du contingent en Algérie.

Sortir de l'effacement

Cette prise de position du président de la République nous renvoie aussi à la question des disparus de la guerre d'Algérie. Le corps de Maurice Audin n'a jamais été retrouvé. Comme ceux de milliers d'Algériens pendant la bataille d'Alger, ou d'Européens à Oran dans l'été 1962. Comment faire son deuil de cette guerre si l'on n'évoque pas le sort des personnes qui n'ont été jamais enterrées ? Et qui continuent d'errer, comme des fantômes, dans les consciences collectives, française et algérienne ? Sortir de l'effacement, de la disparition permet de s'approcher de la réalité, de la réconciliation possible.

Bien sûr, cette déclaration fera pousser des cris, dans la droite extrême, de ceux qui diront qu'il s'agit là de « repentance », et qu'il ne faut surtout pas évoquer la face d'ombre du passé français. Pendant un temps, cette polémique occupera les écrans et les esprits. Mais pour l'immense masse de ceux qui ont vécu le temps de la colonisation, elle laissera une trace ineffaçable. Et elle encouragera ceux qui se battent aujourd'hui en Algérie pour aller vers la compréhension de leur propre passé, avec la reconnaissance des aspects tragiques de la guerre d'indépendance.

Dans la gauche radicale, il sera question de « posture politicienne », sans voir que cette déclaration participe du travail qui aide à sortir de ce dilemme entre trop-plein et absence de mémoire (souvent falsifiée). Cette déclaration du président de la République n'est pas un verdict définitif à propos de la guerre d'Algérie. Elle dit des faits, déjà établis depuis longtemps par les historiens ; maintient ouverte la porte des controverses citoyennes pour sortir de la rumination du passé et des blessures mémorielles ; encourage les acteurs et témoins à parler de leurs souffrances (en particulier les anciens appelés d'Algérie). Ce faisant, elle recrée les outils d'un travail de mémoire jamais clos, en soulignant aussi la nécessaire ouverture, des deux côtés de la Méditerranée, des archives de la guerre d'Algérie.

Benjamin Stora (Président du Musée national de l'histoire de l'immigration)

P.-S.

- LE MONDE Le 13.09.2018 à 10h44 • Mis à jour le 14.09.2018 à 09h25 :

https://abonnes.lemonde.fr/idees/article/2018/09/13/maurice-audin-cette-declaration-laissera-une-trace-ineffacable_5354410_3232.html

- Benjamin Stora, historien, spécialiste de la guerre d'Algérie, est président du Musée national de l'histoire de l'immigration. Pour l'organisation de cet événement, il a été sollicité, comme d'autres historiens, par les services de l'Elysée.